Cahiers de

l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Mars 1965 — Nouvelle série - N° 110 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

Le facteur moral

A mesure que les années passent et que nous observons les faits qui caractérisent la vie sociale, nous donnons plus d'importance au problème de l'éthique, et même nous sommes de plus en plus persuadés qu'il ne peut y avoir de solution économique viable, au sens d'organisation rationnelle et de justice sociale où nous l'entendons, si le problème moral ne constitue pas la première de nos préoccupations, si une éthique supérieure n'imprègne pas toutes nos attitudes et tous nos comportements.

On peut tracer des plans de société future, échafauder dans l'abstrait, et même dans le concret intellectuel, des institutions parfaitement conçues, accumuler des statistiques, des chiffres et des schémas, des diagrammes et des démonstrations rigoureuses, tout celà ne servira de rien s'il n'y a pas, avant tout, au-dessus de tout, chez ceux qui se proposent de construire un monde meilleur, une honnêteté, une pureté d'intentions, une noblesse de conduite qui répondent à la grandeur de l'œuvre entreprise.

Pendant trop longtemps beaucoup ont cru qu'il suffirait de résoudre le problème économique en organisant la production et en distribuant ce qui devrait être distribué pour que tout le problème humain soit résolu, du moins dans ses parties dominantes. Nous ne l'avons jamais pensé tout à fait, bien que nous ayons donné une large part de nos activités à ce genre d'études qu'il ne faut certes, jamais abandonner. Mais l'expérience nous a fait comprendre que tout cela ne servirait pas à grand-chose si la solution économique n'était pas accompagnée de ce facteur indispensable. Nous n'aboutirions qu'à la pagaïe ou à de nouvelles formes d'injustice.

Toutes les doctrines invoquées, tous les oripeaux doctrinaires, théoriques et philosophiques seront inutiles si nous vivons en contradiction avec les idées dont nous nous réclamons. Sans honnêteté, sans franchise, sans droiture, sans responsabilité, sans respect de la parole donnée, sans accord entre notre conduite et notre pensée, les beaux principes dont on se gargarise ne sont et ne seront jamais que lettre morte, ou prétexte à de nouveaux méfaits.

L'INTERPRÉTATION DES STATISTIQUES

Il est bien des façons d'interpréter les statistiques. Nous avons eu, à diverses reprises, l'intention de traiter ce sujet, et nous y viendrons sans doute un jour. Car on peut, soit par habileté, soit par méconnaissance, leur faire dire le contraire de la vérité.

Nous en avons un exemple dans un article de notre ami Jean De Boë, le militant syndicaliste belge, paru récemment sous le titre de *Le Fond du Problème*. Prêchant pour que le problème social soit posé avec plus de profondeur que ne le fait généralement le syndicalisme réformiste, Jean De Boë, trop tributaire des arguments faciles répandus dans les milieux révolutionnaires, et particulièrement par l'école abondanciste, a recours à des affirmations qui faussent le problème par lui posé. Or, il serait bon que ceux qui désirent changer le système économique en vigueur cessent une fois pour toutes de se tromper par commodité intellectuelle. Depuis toujours le mouvement révolutionnaire vit de démagogie, et parce qu'il déforme la réalité, il demeure en dehors des chemins à suivre.

Pour De Boë, les causes de la prospérité actuelle dans les nations capitalistes ne sont pas naturelles parce qu'elles sont basées « sur des dépenses d'armements... qui sont les plus rentables parce qu'elles sont les moins contrôlées ».

Affirmation faite continuellement, mais absolument inexacte. De Boë cite comme exemple les Etats-Unis qui, affirme-t-il, ont consacré pour l'année 1963, 74 % de leur budget à la guerre.

Ce pourcentage nous paraît un tantinet exagéré. Mais d'autre part, il fausse la vérité par omission. Car la nation nord-américaine n'a pas qu'un budget comme la France ou la Belgique, mais un budget fédéral, qui englobe tout le pays, et les budgets des quarante-huit Etats (maintenant cinquante) qui font par eux-mêmes ce que l'Etat central fait ailleurs. Pour établir les véritables dépenses publiques des Etats-Unis, il faudrait additionner tous ces budgets plus le budget fédéral, on verrait alors que le pourcentage de ce qui est investi en armements est infiniment moindre que ce qu'indique une analyse incomplète comme celle que nous commentons.

Cela nous rappelle une conférencière qui affirmait que les U.S.A. donnaient soixante-dix pour cent de leur budget à la guerre et dix pour cent seulement à l'instruction publique. Ainsi décrites, les choses n'étaient pas glorieuses pour l'oncle Sam. Mais cette personne ignorait qu'aux Etats-Unis toute l'instruction publique primaire est aux mains des communes, des municipalités, et payée par elles, plus encore, par les citoyens qui, localement s'engagent à verser tous les ans leur quote-part individuelle pour le soutien des écoles,... et la versent. Elle ignorait que, dans l'ensemble, les Etats financent l'instruction secondaire, et que, toujours dans l'ensemble, l'Etat fédéral se charge seulement de l'instruction supérieure, aux dépenses de laquelle prennent part aussi tant d'habitants richissimes qui soutiennent, financièrement, de nombreuses universités, des instituts et des centres d'études divers.

La comparaison chiffrée faussait donc le problème.

Mais suivons notre commentateur. Selon lui, et toujours s'agissant de la préparation de la guerre, « c'est sur un tel « marché » que repose la prospérité économique actuelle ». Il s'agit là de tout le capitalisme.

Affirmation courante, très souvent répétée et qu'il est imprudent, sans doute, de discuter. Pourtant elle aussi est fausse. Le budget de guerre des Etats-Unis est de soixante milliards de dollars, et, l'année dernière, le revenu national a été de 626 milliards de dollars. Si l'on tient compte des dépenses faites en soldes et frais généraux, et qui s'élèvent environ à la moitié de ces soixante milliards, c'est donc cinq pour cent tout au plus que représentent les fabrications de guerre (les chiffres d'une enquête faite il y a quelques années donnaient moins). Que ce soit trop, nous sommes d'accord. Mais de là à prétendre que seulement la prospérité économique du capitalisme vient de la préparation de la guerre, il y a une marge appréciable.

Prenons la Belgique, puisque notre camarade est belge. En quatre ans l'augmentation de la production industrielle y a été de vingt-sept pour cent presque sept pour cent par an, moyenne actuelle des pays capitalistes industrialisés. Cela signifie-t-il que la fabrication d'armements a augmenté d'autant ? Nullement. En ce qui concerne les U.S.A., l'acier employé pour la guerre s'élève à dix pour cent du total. Et il est bon de dire en passant que ce pourcentage est au moins le double en Russie où l'importance de l'industrie lourde, dans l'ensemble axée sur la guerre, au détriment de l'industrie légère, est telle que, et tout le monde le sait, les articles d'usage courant, ménagers et autres, sont d'une extrême rareté, quand ils ne sont pas inconnus.

Les Etats-Unis ont construit, l'année dernière, sept millions d'automobiles, ils doivent en fabriquer huit millions cette année. Cela absorbe environ soixante pour cent de l'acier produit. Donc dire que « la guerre froide et l'armement constituent l'élément essentiel de la prospérité capitalistes » c'est être en dehors de la question. Ces affirmations ne poussent nullement les ouvriers des U.S.A. à changer le régime dans lequel ils sont, par millions, actionnaires des compagnies industrielles de toute sorte. Ce qu'il faut dire aussi si l'on cherche la vérité.

Ces chiffres font d'autant plus paraître surprenante l'affirmation que si les hauts fourneaux ne travaillent pas à plein rendement c'est parce que « pour maintenir les hauts prix de vente, il faut raréfier la marchandise ». L'augmentation de la production d'automobiles, et de bien d'autres

objets inutiles, en poussant systématiquement à la vente au moyen d'une publicité démentielle, prouve qu'on est loin de cette raréfaction volontaire (un postulat abondanciste trop souvent imaginaire). La destruction des marchandises invendables parce qu'excédentaires dans les conditions actuelles de consommation n'est pas « l'organisation de la rareté ». Dans l'ensemble le capitalisme préfère produire et vendre. La dénaturation du blé, la destruction des millions de sacs de café, etc. ont été le fait de la crise de 1929-32, et d'autres crises précédentes ; elle ne le sont guère maintenant. Et pourquoi ne pas dire aussi que les U.S.A. non seulement ne détruisent pas leurs produits excédentaires « plutôt que de permettre à des centaines de millions d'hommes de les acquérir à bas prix » mais qu'ils dépensent des milliards de dollars en donnant des millions de tonnes de blé à l'Inde, en aidant l'Algérie dont ils nourrissent le quart, sinon le tiers de la population ? La liste serait longue des dons faits par eux.

Quant au chômage que nous n'ignorons pas, le problème se pose différemment de ce que suppose l'ami De Boë. A peine quatre millions de chômeurs sur une population de 194 millions d'habitants, ce n'est pas si grave, surtout lorsqu'on sait que la plupart de ces chômeurs touchent des indemnités qui leur permettent de vivre mieux que la plupart des travailleurs européens employés. Et les U.S.A. ne souffriront pas de l'éviction des travailleurs par le perfectionnement des techniques. Malheureusement ou non, ils sont assez riches pour déplacer du secteur secondaire au secteur tertiaire la main-d'œuvre qui devient excédentaire. Ils le font, tranquillement. Nous ne disons pas que ce soit un bien, mais c'est ainsi.

L'analyse de l'évolution du capitalisme doit se faire plus sérieusement, en nous débarrassant des slogans traditionnels, si nous voulons écrire, parler et agir en nous trompant le moins possible.

L'aide financière que nous avons reçue ne doit pas empêcher ceux de nos abonnés qui ne sont pas à jour de payer leur réabonnement.

⁂

Plusieurs camarades âgés, retraités ou malades nous ont écrit, demandant d'être rayés de la liste de nos abonnés pour l'incapacité dans laquelle ils se trouvent de continuer à payer leur abonnement.

Nous leur avons répondu, et nous leur répondons qu'ils continueront à recevoir les « Cahiers » exactement comme auparavant. La solidarité ne doit pas être un vain mot. Ce que certains donnent en excédent sur le prix de l'abonnement doit aussi permettre de rendre ces petits services.

N'est-ce pas camarades ?

⁂

Nous projetons du reste, pour les fêtes de fin d'année, de préparer des envois de solidarité à ces vieux camarades qui sont, souvent, les plus émouvants dans leurs lettres, et même dans leurs efforts. Et nous demandons, d'avance, que ceux qui veulent prendre part à cette distribution venue du cœur et allant au cœur s'inscrivent afin de coordonner nos efforts, qui seront toujours bien peu de chose, hélas !

DE DROITE A GAUCHE

Jean-René MOYSIN

Si cet essai est jugé digne d'intérêt, nous tenterons régulièrement de citer et parfois commenter ici quelques extraits d'articles parus dans la presse du ou des mois précédents. Nous pensons en effet qu'il nous faut éviter de trop vivre en cercle fermé et de méconnaître les groupes idéologiques et les publications qui ne sont pas les nôtres. D'autre part, nous croyons utile de placer sous les yeux de nos lecteurs quelques opinions, quelques analyses de problèmes importants et quelques renseignements statistiques donnés dans divers journaux et revues. Nous ne ferons parfois qu'indiquer des références. Les camarades intéressés par la question traitée pourront ainsi se procurer plus aisément le texte auquel il sera fait allusion. Notre choix sera certes insuffisant et critiquable, le manque de temps autant que d'argent ne nous permettant pas de lire toutes les publications dites politiques qui paraissent actuellement. Nous serons guidés un peu par le hasard, bien plus encore par le désir d'échapper aux partis-pris et au dogmatisme, par la volonté de ne pas négliger ce qui est intéressant dans un journal, qu'il soit publié par une équipe monarchiste, syndicale, libertaire ou autre, d'où le titre de cette rubrique.

LE TRAVAIL INHUMAIN

Dans *le Nouvel Observateur* du 24-12-64, Lucien Rioux montre *la colère des « roulants »*, victimes de conditions de travail vraiment inhumaines : nombreuses coupures de quelques heures entre les services, « repos » dans des dortoirs où le bruit rend le sommeil difficile (d'où l'abus des tranquillisants), suppression sur de nombreux trains, du second conducteur, remplacé par la « veille automatique », système où, dans le plus récent des modèles, le conducteur doit, pour que le convoi ne s'arrête pas automatiquement, appuyer toutes les cinquante secondes sur un cercle placé sous le volant. Pour limiter les dépenses et augmenter les bénéfices, on aboutit ainsi à réduire l'homme à l'état de machine.

Pour le même numéro du même hebdomadaire, une vendeuse d'un grand magasin parisien a conté à Yvon Le Vaillant sa vie d'obsédée : hantise du pointage à l'heure, hantise d'un chiffre d'affaires suffisant pour ne pas provoquer les réprimandes des « pingouins » qui surveillent continuellement les employées, bruit infernal, lumière artificielle et station debout toute la journée. Là encore l'être humain n'est plus considéré comme tel. Il est transformé en machine à « vendre le maximum de marchandises dans le minimum de temps ».

ACTION SYNDICALE ET CONSCIENCE DE CLASSE

On ne supprimera pas ce lamentable état de choses, par quelques réformes, mais par la chute de tout un système. Comme le remarque justement Paul Duthel dans l'Ecole Libératrice, *hebdomadaire du Syndicat National des Instituteurs* (*numéro du 5 février*), *ce travail est* « l'affaire de tous » *et* « la mobilisation des travailleurs » (y compris de ceux fourvoyés à la C.F.D.T. et des inorganisés) *suppose autre chose que cette « action progressive et continue » faite de grèves tournantes ou « par secteurs », où l'on s'enlise ; autre chose que l'attrait de ce miroir aux alouettes que sont les bonnes élections municipales* (*quels pouvoirs auront demain les conseils municipaux même « ouvriers » ?*) *ou présidentielles, et la* démocratie dite rénovée (?) ; elle suppose d'abord que renaisse la conscience de classe, y compris aux échelons les plus élevés et qu'elle se traduise en actes ».

MARX ET BAKOUNINE

Il serait en effet vain et dangereux d'attendre des élections un véritable bouleversement. Un changement de gouvernement peut amener un changement de politique, mais un gouvernement, qu'il soit entre les mains d'un parti bourgeois ou d'un parti ouvrier, demeure un organisme autoritaire, donc un mal. C'est surtout sur ce point que les penseurs libertaires s'opposent aux marxistes. Signalons à ce sujet la publication dans la nouvelle série de « Contre-Courant » (numéro des 5 janvier, 25 janvier et 15 février) d'un « dialogue imaginaire entre Marx et Bakounine » écrit par Maurice Cranston, et diffusé en 1962 par la B.B.C. Nous y voyons Bakounine, révolutionnaire actif et investigateur se heurter à un Marx théoricien et homme à système.

MARX. — ... tu déprécies constamment ce que j'appelle politique.

BAKOUNINE. — Certainement, le parlement, les partis, les assemblées constituantes et les institutions représentatives ne m'intéressent pas. L'humanité a besoin de quelque chose de plus élevé : un nouveau monde sans lois et sans Etat (...) C'est une chimère de croire qu'on peut modifier les institutions existantes .

MARX. — Je ne veux pas les modifier, je dis simplement aux travailleurs qu'ils doivent s'en emparer.

BAKOUNINE. — Elles devraient être complètement abolies. L'Etat corrompt aussi bien nos instincts et notre volonté que notre intelligence.

STALINISME ET MARXISME

La politique des Etats dits communistes a hélas confirmé les affirmations de Bakounine. Le Débat Communiste *publie, dans son numéro du* 15 *janvier, un dossier consacré au stalinisme. La rédaction de la revue voit dans ce phénomène l'obstacle majeur à la construction d'un vrai socialisme et lance un appel pour « la rénovation démocratique du P.C.F. ». Cette position est peut-être sympathique, mais nous ne croyons pas que le marxisme puisse conduire à autre chose qu'à différentes formes du culte de la personnalité. Pour détruire ce dernier, il faudrait supprimer toute espèce de gouvernement et non instaurer la* dictature *du prolétariat et un socialisme d'*Etat, *car il n'y a pas d'Etat sans hiérarchie et pas de hiérarchie sans chef.*

LE TIERCE AU SERVICE DE L'ETAT

L'U.R.S.S. n'hésite même pas à organiser, comme les Occidentaux capitalistes, sa propre loterie nationale. Chez nous, cette institution est peu à peu éclipsée par le Tiercé, auquel Morvan Lebesque consacre une chronique dans *le Canard Enchaîné* du 10 février, analysant finement ses raisons d'être. Il en compte quatre : remplir les caisses de l'Etat, donner une âme au pays («grâce à lui, dans une France enfin communautaire, l'unanimité, disons mieux : l'union sacrée s'est reconstituée autour d'Ozo ou d'Oscar R.L. »), résoudre la question sociale (« hier métallo, demain millionnaire ! Pourquoi, diantre, se révolter ? Pourquoi même faire la grève ? ») et prouver « la modernité du régime » en démocratisant le jeu, ce vice aristocratique. Cela est hélas bien vrai ! Tout ce qui dévitalise l'humanité, tout ce qui l'abrutit, l'abêtit, sert l'Etat et le Capital, heureux de voir les citoyens se désinteresser des problèmes humains et sociaux.

L'HUMANISME LIBERTAIRE

Gaston LEVAL

II

LA LIBERTÉ

Contrairement à une affirmation commune, l'homme ne naît pas libre, car être libre c'est penser et agir comme on le veut, et à sa naissance l'être humain n'a encore ni pensée, ni possibilité d'action, ni volonté. Le bébé ne se manifeste que par un instinct vital : celui de se développer, comme tout ce qui croît et se développe pour arriver à maturité. Plante, animal, être humain, la loi biologique est la même. La liberté réside alors dans cette possibilité de croissance, l'absence de liberté dans les obstacles qui lui sont opposés.

Mais cette possibilité elle-même, de quoi est-elle faite, sinon d'une autre qu'elle présuppose : celle de satisfaire aux besoins impérieux que la nature a mis en nous ? Besoins d'aliments, de nourriture. S'ils sont satisfaits, le petit être qui sera plus tard un homme est libre, au stade de la liberté qui correspond à son âge. S'ils ne le sont pas, si cette vie organique est brimée, comprimée, il y a une forme d'esclavage qui provient de la nature même. On peut donc dire qu'une société dont tous les membres ne satisfont pas, dès le premier jour, leurs besoins physiologiques et de soins corporels, attente à la liberté la plus élémentaire et la plus nécessaire, et que déjà cette question implique la nécessité d'une organisation sociale et collective dont un des devoirs est la protection de l'individu.

D'un autre point de vue, on peut affirmer que l'homme naît esclave. D'abord des exigences matérielles qui ne sont pas seulement propres à la première enfance, mais à toute la durée de la vie. Le besoin de se nourrir, de se vêtir, de s'abriter, de reposer, de se soigner ou d'être soigné, tout cela nous apparente, en les transcendant, à nos frères inférieurs. C'est la grande loi non seulement de notre vie, mais de la vie. Nos lointains ancêtres qui n'avaient pas encore découvert les moyens techniques d'assurer les ressources alimentaires nécessaires à leur subsistance, qui tout au long des jours étaient harcelés par la lutte contre la faim n'étaient pas libres. Le couple isolé des primitifs du centre de l'Australie ou de la Terre de Feu qui se déplaçait constamment en quête de nourriture, portant sur le dos ou sur la tête ses bagages rudimentaires, n'était pas libre. Les hominiens qui devaient parcourir des dizaines de kilomètres carrés pour pratiquer la cueillette de baies sauvages minuscules, piégeant difficilement ou tuant à la course de petits animaux, fuyant les bêtes de l'âge tertiaire ou du début du quaternaire, disputant leurs cavernes aux fauves, n'étaient pas libres. Il y a une liberté naturelle, mais il y a aussi un esclavage naturel, qu'imposent les forces aveugles, les éléments, les besoins qui harcèlent, entourent l'homme désarmé, et qui l'écrasent.

Esclavage purement matériel, dépendant de lois fatales qui sont en nous, et hors de nous, et dont nous ne pouvons que difficilement nous libérer. Il n'est que se rappeler les famines du Moyen Age, ou celles qui, de nos jours encore, sévissent dans l'Inde, pour en comprendre l'ampleur. Ou encore les maladies, les épidémies, parfaitement naturelles, elles aussi, qui tant de fois ont décimé les populations (1). Ou les difficultés qu'éprouvent certains groupements primitifs pour imaginer, pour construire un abri.

L'esclavage spirituel a pesé pendant longtemps aussi sur nos ancêtres à l'état de nature. L'homme est tel parce qu'à conséquence d'impressions reçues il interroge, il s'interroge. Et pendant un million d'années ceux dont nous descendons ont vécu au milieu d'un grand nombre de phénomènes qui les frappaient en leurs instincts, leur sensibilité, leur imagination, leur pensée naissante. Ces phénomènes auxquels ils assistaient sans pouvoir se les expliquer, la nuit et le jour, les orages, la foudre, la maladie, la fièvre. la mort, les inondations, les tempêtes, les cataclysmes, les catastrophes géologiques, les rêves, les cauchemars, tout cela fut une cause permanente d'inquiétude et de tourment. Et tout cela s'installa en eux à l'état permanent. Ils pouvaient, à certaine époque, n'être pas assujettis à des lois sociales, orales ou écrites, à aucun règlement, aucun gouvernement, aucun Etat : ils n'étaient cependant pas libres. Dans ce cas aussi la liberté ne fut possible qu'à un stade supérieur de leur évolution.

De fait, elle n'apparaît que quand les hommes ont appris à s'entraider. Il est difficile de dire que ce stade fut atteint par tous les primitifs, car nous ignorons si tous ont commencé par vivre en familles isolées — quoiqu'il en soit ainsi chez les grands primates —. Mais indiscutablement, c'est en unissant leurs efforts, en vivant et en luttant ensemble contre les obstacles que la vie les entourant leur opposait qu'ils se sont libérés plus ou moins largement de la faim, du froid, de la peur. Même si l'on peut penser qu'ils restreignaient leur liberté en créant entre eux des liens d'interdépendance, la pire dépendance était celle dont ils se libéraient alors, et l'homme le plus esclave était, et sera toujours le plus isolé dans la nature encore sauvage.

Mais pour maintenir leur existence et rendre possible leur coexistence entre membres d'un même groupement, les hommes établirent des normes, des coutumes, des règlements, un droit, des croyances fictives même. Le totem était un artifice de ce genre. Il fut certainement une nécessité psychologique, individuelle et sociale, car d'une part, il donnait une explication de la naissance lointaine du clan, d'autre part, il expliquait l'origine des composants de ce clan auquel trop souvent se limitait la vision de l'espèce. Mais même à travers ses erreurs, l'humanité était en marche. Elle ne se contentait plus d'être la proie de l'ignorance, et de la terreur. Elle inventait des explications. Et comme elle avait inventé l'outil matériel qui devait l'aider à vivre, elle ébauchait l'outil intellectuel qui devait la libérer davantage.

Puis au sein des groupements, et comme conséquence de leur constitution, le problème de la liberté se posa sous une autre forme: celle des rapports entre l'individu et le groupe. La vie collective était la condition de la vie individuelle, et tout récemment encore, l'exclusion du clan africain équivalait à une condamnation à mort. N'en est-il pas de même dans la jungle amazonienne ? D'autre part, le respect des règles établies était la condition de la collectivité, et par voie de conséquence de l'individu même.

Mais à mesure que les hommes évoluaient, au sens progressif du mot, ils se différenciaient, acquéraient des caractéristiques propres, une personnalité en certains points différente de l'esprit communautaire uniforme ou de la mentalité grégaire dominante.

Dans quelle mesure l'individu ayant des préférences personnelles sur telle ou telle chose, voulant agir d'une façon nouvelle, mettant en doute certaines coutumes, pouvait-il le faire ? Nous ne pouvons le dire, mais il est certain que la réaction collective fut d'abord, comme elle est généralement devant les novateurs, un réflexe de défense. La collectivité craignit que le changement de coutumes, de mœurs, de comportements, de croyances ne la mît en péril. Et généralement elle s'opposa à cette liberté individuelle.

Toutefois, celle-ci ne fut pas seulement contrecarrée par l'attachement aux traditions, en partie justifié, ou du moins explicable. L'autorité politique apparut à son tour. Quelle en fut la source ? Selon les adeptes de l'économisme historique, elle provenait de la destruction de la communauté primitive conséquence de l'apparition de nouvelles techniques de production. Nous disons que le problème est beaucoup plus complexe. Les spécialistes en psychologie animale ont constaté, et constatent, que l'esprit de domination existe déjà chez les animaux de basse-cour, dans les colonies de corbeaux, les troupes de bovidés, de cervidés ou de loups, les familles de morses, même les bancs ou bandes de poissons. Elle apparaît comme un fait naturel, sans doute dérivé de la lutte pour la vie qui a obligé les êtres vivants à se vaincre mutuellement, à s'imposer les uns aux autres. Elle est aussi un dérivé de la rivalité sexuelle, conduisant à la sélection pour la reproduction.

L'autorité provient aussi de ce fait que, généralement, le plus apte, le plus doué, le plus capable se porte en avant et guide les autres dans un grand nombre d'activités spécialisées ou collectives. Or, bien difficile à saisir est l'évolution qui change insensiblement le guide technique en chef dominateur. Chez l'homme, dont les facultés psychologiques sont si diverses et souvent s'enchevêtrent, il arrive fréquemment qu'un même individu vit à cheval sur ces deux états. De plus, c'est une de ses caractéristiques

(1) Soixante millions de morts de la variole, au XVII[e] siècle, dans le monde connu.

que pousser à fond, à un degré qui n'appartient qu'à lui, ce qu'il entreprend. Pour le mal comme pour le bien, pour la cruauté comme pour la bonté, pour ce que nous appelons vice comme pour ce que nous appelons vertu, il est dans sa nature de toujours reculer les bornes. Et son intelligence aidant, son imagination lui ouvrant la voie, il va souvent au-delà de ce dont lui-même se croyait capable.

Ajoutons le plaisir du commandement. L'origine a pu en être une nécessité collective, les facultés acquises demeurent, bien que les causes premières aient disparu. Dominer ses semblables est un plaisir pour un très grand nombre d'individus, d'autant plus que la vanité est aussi une caractéristique humaine. La « volonté de pouvoir » existe aussi bien chez la mère ou chez l'homme quelconque que chez l'enfant aimant à commander ses camarades de jeu, et les grands conquérents de l'histoire n'ont pas obéi à une loi psychologique fondamentalement différente.

Amalgamés ou non, tous ces éléments ont fait naître ce qui est devenu l'autorité politique après avoir été domination humaine. L'hypothèse de Rousseau n'est pas juste, car rien n'a confirmé que les premiers groupements humains se soient constitués par délibération raisonnée, et aient organisé une structure gouvernementale pour mettre fin au désordre causé par une liberté antisociale.

Le chef exerçant une autorité politique a commencé par commander seul. Comme les mâles d'un troupeau se disputant la priorité autoritaire, il n'a pas admis de concurrents. Souvent sorcier, thaumaturge, chef militaire, semi-juriste se prévalant de ses connaissances du droit coutumier, il a été chargé, ou s'est chargé de la direction du clan. Les ethnologues, les voyageurs, les sociologues spécialisés nous le montrent généralement disposant de la richesse commune, (le politique domine l'économique), accaparant les femmes, autorisant ou prohibant les mariages, exerçant le droit de vie et de mort, sorcier ou prêtre interprétant les frustes éléments de religion établis selon sa conception, selon, aussi, ses intérêts personnels. A l'échelon supérieur, il a des ministres, des serviteurs, des soldats. Un peu plus haut, il est roîtelet. Plus haut encore, le voici roi. S'il possède l'envergure nécessaire, s'il sait contracter des alliances avantageuses et profiter des circonstances favorables, il créera même un empire.

Au long du chemin ainsi parcouru, les restrictions à l'indépendance individuelle des membres du clan, qui s'expliquaient quand il s'agissait de l'existence et de la survivance du groupe, ne jouent plus. Elles obéissent maintenant à d'autres raisons, elles ont pour but essentiel la conservation de l'appareil autoritaire et la jouissance du pouvoir. Le problème de la liberté se pose sous un aspect nouveau.

Une phase, ou des phases successives se succèdent rapidement quand les individus non conformistes parviennent à rompre avec l'ankylose du groupe ou avec l'obéissance à l'autorité établie. Le progrès sous toutes ses formes : modalités d'existence, normes juridiques, méthodes de travail, croyances, interprétation des légendes et des faits naturels, exige la liberté de penser et d'exprimer sa pensée, la liberté d'entreprendre, de réaliser, et même, dans la recherche, le droit de se tromper. Cette évidence nous permet d'affirmer qu'il n'est pas de progrès sans liberté. Celle-ci n'est pas l'instrument du savoir, mais elle en est la condition indispensable. Ce qui stagne croupit. L'évolution est un fleuve aux eaux claires, qui peuvent charrier accidentellement de la boue, mais qui, toujours, reflètent la beauté des sites qu'elle traverse.

C'est pourquoi les régimes autoritaires ne correspondent jamais aux siècles de lumière ni de l'épanouissement intellectuel. La peur de bûcher fit abjurer Galilée, mais la puissance de ce génie et l'ampleur de ses découvertes purent imposer en définitive ce qu'il avait découvert et révélé ; pourtant, combien d'autres chercheurs furent paralysés par la menace des despotismes et de l'Inquisition ! Tout au plus les régimes dictatoriaux favorisent-ils les découvertes qui servent leur puissance. Le progrès des sciences, des arts, de la pensée, a besoin de l'atmosphère et du grand souffle de la liberté. Le génie s'étiole dans l'esclavage, où il ne s'y développe jamais.

Ce qui se produit pour la liberté intellectuelle se produit également pour la liberté civique. Les normes de conduite établies pour assurer la vie du groupement deviennent parfois, selon l'esprit avec lequel elles sont interprétées ou appliquées, comme un corset de fer qui emprisonne, qui étouffe tout en soutenant. Aussi les structures autoritaires immobilisent plus qu'elles n'incitent à aller de l'avant. Certes, même réduite à une fédération de villages ou de tribus, une société doit nécessairement établir les liens indispensables pour assurer et harmoniser les activités et les rapports de tous ses membres. Mais quand le mécanisme organisationnel déborde un certain plafond, et au lieu d'être partie intégrante du corps social devient une superstructure qui impose sa loi, l'organisme coordinateur s'est transformé en organisme dominateur. Il se sert de la société au lieu de la servir. Alors le moment arrive où il faut changer les méthodes et, comme disait Saint-Simon, remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses.

⁂

Une telle conception de la liberté comme condition du progrès n'est pas la seule raison pour laquelle nous la revendiquons passionnément. Car avant tout elle est pour tous les hommes, si ignorants soient-ils, si éloignés de la culture que nous les imaginions, inséparable de la dignité. Ce langage sera sans doute incompréhensible à ceux pour qui seuls comptent les modes de production et la forme de propriété. Mais n'en déplaise à Marx et au marxisme, la révolte contre l'esclavage, contre la servitude et l'humiliation, contre l'obéissance forcée, est aussi un grand levier de l'histoire et du progrès humain. Dites aux hommes de ne plus avoir de pensée personnelle ou interdisez-leur d'exprimer ce qu'ils pensent, de dire « non » quand ils en éprouvent le besoin, interdisez-leur de ne pas s'opposer à ce qu'ils croient mauvais, exigez-leur de toujours se soumettre sous la menace... A moins d'être réduits à l'état de troupeaux ils se révolteront dans la mesure où ils le pourront, ou s'ils se soumettent ce sera par la force. Certains peuvent même ne pas connaître le mot « dignité » : qu'importe !, elle est en eux, elle dicte aussi leur conduite. On dit souvent, et c'est vrai, que l'on s'aperçoit de la valeur de la liberté lorsqu'on l'a perdue. Mais le nouvel état de fait qui vous l'a fait perdre, aura beau remplacer le droit d'aller, de venir, de dire ce que l'on pense, de faire ce que l'on veut par une vie matérielle qu'envieraient les plus fortunés, les mets les meilleurs auront une saveur amère et les hommes dignes de ce nom ne songeront qu'à sortir de leur servitude. C'est ce qui se produit en ce moment en Russie.

⁂

Même de ce point de vue matériel les régimes totalitaires ne donnent satisfaction qu'à ceux qui en sont les profiteurs. Nous en avons à notre époque une démonstration exemplaire. Quoiqu'ils ne le disent pas toujours à ceux qu'ils veulent attirer, les communistes pensent que l'important est d'atteindre à un certain niveau de vie grâce à la socialisation des biens et à l'égalité économique. La liberté viendra comme une conséquence puisque, toujours selon eux, l'oppression politique est la conséquence de l'existence des classes sociales antagoniques.

Nous avons dit précédemment combien la satisfaction des besoins physiologiques est pour nous inséparable de la conception intégrale de la liberté. Aussi on ne pourra nous accuser d'avoir de cette dernière une vue abstraite ou métaphysique. Sans égalité économique, la société est divisée non seulement en pauvres et en riches, mais en maîtres et en esclaves. Et si le privilège économique permet d'accéder au privilège politique, ou de commandement, il est également vrai que le privilège politique ou de commandement permet d'accéder au privilège économique. Dans de longues étapes de l'histoire, c'est toujours l'homme armé qui a fait travailler les autres à son profit, et généralement une fois enrichi, il est devenu le détenteur de la richesse qui a, selon les régimes, imposé à son tour sa loi à l'homme armé. Là donc où une caste, un parti unique — qui devient vite une caste — domine sur un pays, une nation, ou un peuple, une forme d'exploitation de l'homme par l'homme apparaît. La propriété individuelle des moyens de production a beau avoir disparu, de nouvelles hiérarchies sociales s'imposent grâce à la hiérarchie du pouvoir, et l'inégalité disparue resurgit avec des résultats semblables à ceux du régime précédent pour la grande masse du peuple.

⁂

Dans son livre *l'Etat de la Révolution,* Lénine posait nettement le problème de l'Etat et de la liberté, comme Marx l'avait posé dans sa polémique avec Bakounine. Il est utile de suivre son raisonnement que semblent méconnaître absolument ceux qui se réclament du marxisme-léniniste.

« ... la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiteurs et les capitalistes. Ceux-là nous devons les réprimer afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; il est

donc évident que là où il y a répression et violence il n'y a pas de liberté, ni de démocratie ».

Et immédiatement après, Lénine enchaîne :

« Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel où il disait :

Tant que le prolétariat a besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires ; et le jour où l'on pourra parler de liberté, il n'y aura plus d'Etat ».

Un peu plus loin, après une dissertation théorique où il expose que l'inégalité ne pourra disparaître que dans la phase parfaite du communisme qui suppose l'application du principe proclamé par Louis Blanc : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », Lénine conclut d'une façon péremptoire :

« Maintenant seulement nous pouvons apprécier toute la justesse des remarques d'Engels accablant de ses sarcasmes impitoyables cet absurde accouplement de mots « liberté » et « Etat ». Tant que l'Etat existe, pas de liberté. Quand il y aura liberté, il n'y aura plus d'Etat. »

Pourtant, tous les léninistes-marxistes, ou marxistes-léninistes, partisans de Moscou, de Rome ou de Pékin dans la querelle qui les oppose sur les moyens les plus marxistes-léninistes de réaliser le socialisme, affirment que les peuples russe et chinois sont libres — malgré les référendums à 99,5 pour cent —. Pourtant, aussi, l'Etat existe en Russie et en Chine, et dans les pays satellites de l'Europe de l'Est ; il y est formidablement constitué, avec ses millions de fonctionnaires, sa législation intouchable, son appareil de domination qui s'impose dans la vie privée comme dans la vie publique, dans l'organisation du travail sous l'égide du parti dominant, dans la presse uniformisée, dans la censure permanente, dans l'interdiction de fonder des courants de pensée ou d'action non marxistes-léninistes officiels, dans les institutions répressives, la police secrète ou non secrète toujours soumise aux ministères correspondants, lesquels dépendent du parti unique, dans les tribunaux, les prisons où ne sont pas morts que des capitalistes et des exploiteurs du peuple, mais bien davantage des révolutionnaires, et où l'horreur du stalinisme a égalé celle de l'hitlérisme.

Alors ? Engels ne savait donc pas ce qu'il disait ? Lénine ne le savait pas non plus ? Comment ceux qui en Occident se réclament d'eux ont-ils le front « d'user de cet absurde accouplement de mots « liberté » et « Etat », et même de nous proposer cette antinomie sous prétexte de nous émanciper ?

Dans l'ensemble, ils mentent, tout simplement. Ils mentent pour attirer des adhérents dont ils ont besoin afin de constituer une force leur permettant d'atteindre leurs objectifs, qui ne sont peut-être pas l'instauration volontaire d'un régime de dictature sur le peuple, mais qui ne sont pas davantage, ou qui sont moins encore l'instauration d'un régime de liberté. Car avant tout le rôle qu'ils s'assignent, ou qu'on leur assigne, a déterminé en eux l'intoxication du pouvoir.

Depuis qu'après la Première Guerre mondiale les régimes totalitaires se sont installés en Europe, le totalitarisme de droite a pu parler ouvertement, comme l'a fait Mussolini, de « marcher sur le cadavre pourri de la liberté. » Mais le totalitarisme de gauche ne pouvait tenir le même langage, car il s'adressait à des gens pour qui la liberté avait une valeur éminente. Aussi multiplia-t-il les tours de passe-passe théoriques et pratiques. Le premier soin des triomphateurs révolutionnaires fut, en même temps qu'il poursuivait, fusillait ou faisait mourir dans les prisons et les camps de concentration d'autres révolutionnaires qui avaient connu plus qu'eux les persécutions tsaristes, et qui, tout autant qu'eux, voulaient instaurer le socialisme — mais avec des méthodes différentes — de les calomnier devant l'opinion publique et révolutionnaire mal informée. Cela leur était facile puisqu'eux seuls disposaient de la presse, de la radio, de l'imprimerie et autres moyens d'information qu'accaparait le nouvel Etat. Il fallut arriver aux fameux procès de Moscou et au massacre des grands chefs communistes de 1917 pour que l'attention des hommes de gauche fût enfin mobilisée. Mais il était trop tard. L'extermination des communistes non staliniens avait eu lieu. Vint ensuite l'extermination des communistes staliniens qui ne plaisaient pas au despote oriental intronisé au Kremlin. De semblables massacres eurent lieu dans les pays satellites. Maintenant, à peu près tous les fusillés, qui hier avaient « reconnu », sinon sous le chantage et la torture, les crimes de trahison dont on les accusait, ont été réhabilités. Et les communistes français, italiens, anglais, chinois, espagnols, argentins, de tous les pays et de toutes les nationalités qui approuvèrent ces répressions atroces en surenchérissant pour les justifier, applaudissent aujourd'hui sans que se pose à eux le moindre cas de conscience, sans que le remords ne les harcèle pas nuit et jour, ces réhabilitations.

Cette anesthésie morale des uns, ce cynisme politique des autres sont des conséquences directes de la passion dominatrice qui s'est emparée des hommes pour qui comptent avant tout et par-dessus tout, même s'ils se mentent à eux-mêmes par l'invocation de buts plus élevés, la conquête et l'exercice du pouvoir. Nous nous trouvons devant toute l'horreur, rarement atteinte dans l'histoire, de la psychose dictatoriale et de la certitude souveraine. Souvent, les intoxiqués n'ont pas même conscience des changements de leurs attitudes et de leurs comportements. L'autonomie mentale n'existe plus en eux. Leurs maîtres à penser et à parler appliquent avec un art sans pareil la théorie des réflexes conditionnés, et ils ont si bien asservi, domestiqué, soumis, malaxé l'esprit et l'intelligence de leurs partisans que les uns obéissent en pleine lucidité, les autres sous l'empire des automatismes psychologiques savamment créés et dirigés.

Mais cette dictature qui s'empare du tréfonds des êtres en exploitant ce qu'il y a en eux de meilleur ou de pire a d'autres conséquences majeures. La littérature russe de la période qui commence en 1917 est loin de valoir celle de la période précédente. Un seul grand écrivain pouvant être comparé à Tolstoï, Gorki, Andréiev, Tchékov ou Dostoïevsky est apparu : Boris Pasternak, dont on sait le sort. Et dans les sciences, aucun savant, à cette époque où ils abondent tant dans le reste du monde, ne s'est élevé à la hauteur d'un Mendéléev, mort en 1907, ou d'un Pavlov, prix Nobel en 1904 pour les découvertes qui l'ont rendu célèbre. La Russie soviétique a surtout de grands techniciens qui ont utilisé les découvertes fondamentales faites dans le reste du monde pour construire des fusées. Mais des étudiants de seize ans en fabriquent aussi. Les principes théoriques étant établis, tout n'est que question de moyens. Le gouvernement russe a jeté dans la balance, pour gagner une course mondiale au prestige et l'admiration des foules d'immenses ressources qui auraient, en pays socialiste, été beaucoup mieux employées pour améliorer la vie matérielle de la population.

De tels résultats, et beaucoup d'autres du même genre, sont la conséquence des méthodes étatiques appliquées à l'économie. Ils ne s'expliquent pas seulement parce que Staline avait donné la priorité à l'industrie lourde sur l'industrie légère dans le but de « défendre la Russie », et surtout de conserver le glacis composé du tiers de l'Europe dont il s'est emparé grâce à l'Armée rouge, mais parce que, malgré les apparences, malgré les statistiques mensongères répandues comme facteur de propagande des plus efficaces, l'économie russe marque le pas dans un grand nombre de domaines.

Si nous additionnions tous les pourcentages d'augmentation qu'on a proclamés à foison pour vanter le régime dit soviétique, le niveau de vie serait le plus élevé qui soit. Il a fallu la mort de Staline pour que Khrouchev montre, chiffres en mains, qu'il y avait alors moins de têtes de bétail par habitant qu'à l'époque tsariste. Les échecs successifs de l'agriculture russe sont suffisamment connus pour que nous y insistions.

Pourtant, de 45 à 48 pour cent (selon les statistiques officielles) de la population et de la main-d'œuvre résident et sont occupés dans les campagnes, alors qu'il n'y en a que sept pour cent aux Etats-Unis, vingt-cinq pour cent en France, où cette proportion continue de diminuer, sept pour cent en Allemagne pour produire soixante-dix pour cent des produits alimentaires agricoles nécessaires à la population.

La liberté, la liberté !, sinon les hommes ne seront que des morts vivants. Liberté de vivre, de pensée, et d'expression de la pensée, liberté d'organisation, de critique, de recherche, de faire, d'entreprendre, de créer, d'exercer la solidarité et l'entraide qui n'ont rien à voir avec l'esclavage imposé. La liberté, source d'inspiration, de lumière et de progrès ; la liberté muse de l'histoire sans laquelle les meilleures techniques ne seront que des instruments d'esclavage. La liberté, garantie de la dignité de l'homme et de la grandeur de son avenir : voilà le postulat essentiel sans lequel jamais ne sera réalisé l'idéal de justice, d'égalité sociale et de fraternité pour lequel a, depuis des siècles, lutté le meilleur de l'humanité.

Connaissance de Bakounine

I

BASES PHILOSOPHIQUES

Je pourrais dire que la Nature, c'est la somme de toutes les choses réellement existantes. Mais cela me donnerait une idée complètement morte de cette nature, que se présente à nous, au contraire, comme tout mouvement et toute vie. D'ailleurs, qu'est-ce que la somme des choses ? Les choses qui sont aujourd'hui ne seront plus demain ; demain, elles se seront non perdues, mais entièrement transformées. Je me rapprocherai donc beaucoup plus près de la vérité en disant que la nature c'est la somme des transformations réelles des choses qui se produisent et se produiront incessamment en son sein ; et, pour me donner une idée un peu plus déterminée de ce que peut être cette somme ou cette *totalité* que j'appelle la nature, j'énoncerai, et je crois pouvoir établir comme un axiome la proposition suivante :

« Tout ce qui est, les êtres qui constituent l'ensemble indéfini de l'univers, toutes les choses existantes dans le monde, quelle que soit d'ailleurs leur nature particulière, tant sous le rapport de la qualité que sous celui de la quantité, les plus différentes et les plus semblables, grandes ou petites, rapprochées ou immensément éloignées, exercent nécessairement et inconsciemment, soit par voie immédiate et directe, soit par transmission indirecte, une action et une réaction perpétuelles ; et toute cette quantité infinie d'actions et de réactions particulières, en se combinant en un mouvement général et unique, produit et constitue ce que nous appelons la vie, la solidarité et la causalité universelle, la nature. Appelez cela Dieu, l'Absolu, si cela vous amuse, que m'importe, pourvu que vous ne donniez à ce mot Dieu d'autre sens que celui que je viens de préciser : celui de *la combinaison universelle, naturelle, nécessaire et réelle*, mais nullement prédéterminée, ni préconçue, ni prévue, *de cette infinité d'actions et de réactions particulières que toutes les choses réellement existantes exercent incessamment les unes sur les autres*. La solidarité universelle ainsi définie, la Nature, considérée dans le sens de l'univers sans limites, s'impose comme une nécessité rationnelle à notre esprit ; mais nous ne pourrons jamais l'embrasser d'une manière réelle, même par notre imagination, et encore moins la reconnaître. Car nous ne pouvons reconnaître que cette partie infiniment petite de l'univers qui nous est manifestée par nos sens ; quant à tout le reste, nous le supposons sans pouvoir même en constater réellement l'existence.

Bien entendu que la solidarité universelle, expliquée de cette manière, ne peut avoir le caractère d'une cause absolue et première ; elle n'est au contraire qu'une *résultante* toujours produite et reproduite par l'action simultanée d'une infinité de causes particulières, dont l'ensemble constitue précisément la causalité universelle, l'unité composée, toujours produite et reproduite par l'ensemble indéfini des transformations incessantes de toutes les choses qui existent, et, en même temps, créatrice de toutes ces choses ; chaque point agissant sur le tout (voilà l'univers produit), et le tout agissant sur chaque point (voilà l'univers producteur ou créateur).

L'ayant ainsi expliquée, je puis dire maintenant, sans crainte de donner lieu à aucun malentendu, que la causalité universelle, *la Nature crée les mondes*. C'est elle qui a déterminé la configuration mécanique, physique, chimique, géologique et géographique de notre terre et qui, après avoir couvert sa surface de toutes les splendeurs végétales et animales, continue de *créer* encore, dans le monde humain, la société avec tous ses développements présents, passés et à venir.

(*Considérations philosophiques*)

Il est un joug naturel que l'homme doit également secouer. Ce joug se présente à lui d'abord sous la forme de ses imperfections ou faiblesses et même de ses maladies individuelles, tant corporelles qu'intellectuelles et morales, puis sous la forme plus généralisée de sa brutalité et de son animalité mises en regard de son humanité, cette dernière se réalisant en lui progressivement, par le développement collectif de son milieu social.

Pour combattre cet esclavage intérieur, l'homme n'a également pas d'autre moyen que la *science des lois naturelles* qui président à son développement individuel et à son développement collectif, et que l'application de cette science tant à son éducation individuelle (par l'hygiène, par la gymnastique de son corps, de ses affections, de son esprit, de sa volonté et par son instruction rationnelle) qu'à la transformation de l'ordre social. Car non seulement lui-même, considéré comme individu, mais son milieu social, cette société humaine dont il est le produit immédiat, n'est à son tour rien qu'un produit de cette universelle et omnipotente nature, au même titre et de la même manière que le sont les fourmilières, les ruches, les républiques de castors et toutes les autres espèces d'associations animales ; et de même que ces associations se sont incontestablement formées, et vivent encore aujourd'hui conformément à des lois naturelles qui leur sont propres, de même la société humaine, dans toutes les phases de son développement historique obéit, sans qu'elle s'en doute elle-même pour la plupart du temps, à des lois que sont tout aussi naturelles que les lois qui dirigent les associations animales, mais dont une partie au moins lui sont exclusivement inhérentes.

L'homme, par toute sa nature, tant intérieure qu'extérieure, n'est autre chose qu'un animal qui, grâce à l'organisation comparativement plus parfaite de son cerveau est seulement doué d'une plus grande dose d'intelligence et de puissances affectives que les animaux des autres espèces. La base de l'homme, considéré comme individu, étant par conséquent complètement animale, celle de l'humaine société ne saurait être autrement qu'animale. Seulement, comme l'intelligence de l'homme-individu est progressive, l'organisation de cette société doit l'être aussi. Le *progrès* est précisément la loi naturelle fondamentale et exclusivement inhérente à l'humaine société.

(*Considérations philosophiques*)

Toutes les branches de la science moderne, consciencieuse et sérieuse, convergent à proclamer cette grande, cette fondamentale vérité : oui, le monde social, le monde proprement humain, l'humanité en un mot, n'est autre chose que le développement dernier et suprême — pour nous au moins et relativement à notre planète —, la manifestation la plus haute de l'animalité. Mais comme tout développement implique nécessairement une négation, celle de la base ou du point de départ (1), l'humanité est, en même temps et nécessairement la négation réfléchie et progressive de l'animalité dans les hommes ; et c'est précisément cette négation, aussi rationnelle que naturelle et qui n'est rationnelle que parce qu'elle est naturelle, à la fois historique et logique, fatale comme le sont les développements et les réalisations de toutes les lois naturelles dans le monde, — c'est elle qui constitue et qui crée l'idéal, le monde des convictions intellectuelles et morales — les idées.

Oui, nos premiers ancêtres, nos Adams et nos Eves, furent sinon des gorilles au moins des cousins très proches du gorille, des omnivores, des bêtes intelligentes et féroces douées à un degré infiniment plus grand que les animaux de toutes les autres espèces de deux facultés précieuses : la faculté de penser et la faculté, le besoin de se révolter. Ces deux facultés, combinant leur action progressive dans l'histoire, représentent proprement le « moment », le côté, la puissance négative dans le développement positif de l'animalité humaine, et créent par conséquent tout ce qui constitue l'humanité dans les hommes.
(*L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale*).

Quelle est donc cette curiosité impérieuse qui pousse l'homme à reconnaître ce monde qui l'entoure, à poursuivre, avec une infatigable passion les secrets de cette nature dont il est lui-même la dernière et la plus parfaite création ? Cette curiosité est-elle un simple luxe, un agréable passe-temps, ou bien l'une des principales curiosités inhérentes à son être ? Je n'hésite pas à dire que, de toutes les nécessités qui constituent la nature de l'homme, c'est la plus humaine, et que l'homme ne se distingue effectivement des animaux de toutes les autres espèces, que par ce besoin inextinguible de savoir, qu'il ne devient réellement et complètement homme que par l'éveil et par la satisfaction progressive de cet immense besoin de savoir. Pour se réaliser dans la plénitude de son être, l'homme doit se reconnaître, et il ne se reconnaîtra jamais d'une manière complète et réelle tant qu'il n'aura pas reconnu la nature qui l'enveloppe et dont il est le produit. A moins donc de renoncer à son humanité, l'homme doit pénétrer par sa pensée tout le monde réel, et, sans espoir de pouvoir jamais en atteindre le fond, il doit en approfondir toujours davantage la coordination et les lois, car son humanité n'est qu'à ce prix. Il lui faut en reconnaître toutes les régions inférieures, antérieures et contemporaines à lui-mêmes, toutes les évolutions mécaniques, physiques, géologiques, végétales et animales, c'est-à-dire toutes les causes et toutes les conditions de sa propre naissance et de son développement ; afin qu'il puisse comprendre sa propre nature et sa mission sur cette terre, sa patrie et son théâtre unique, afin que, dans ce monde de l'aveugle fatalité, il puisse inaugurer son monde humain, le monde de la liberté.

(*Considérations philosophiques*)

Parti de l'état de gorille, l'homme n'arrive que très difficilement à la conscience de son humanité et à la réalisation de sa liberté. D'abord il ne peut avoir ni cette conscience, ni cette liberté ; il naît bête féroce et esclave et il ne s'humanise et ne s'émancipe progressivement qu'au sein de la société qui est nécessairement antérieure à la naissance de sa pensée, de sa parole et de sa volonté ; et il ne peut le faire que par les efforts collectifs de tous les membres passés et présents de cette société qui est par conséquent la base et le point de départ naturels de son humaine existence. Il en résulte que l'homme ne réalise sa liberté individuelle ou bien sa personnalité qu'en se complétant de tous les individus qui l'entourent, et seulement grâce au travail et à la puissance collective de la société, en dehors de laquelle, de toutes les bêtes féroces qui existent sur la terre, il resterait sans doute toujours la plus stupide et la plus misérable. Dans le système des matérialistes, qui est le seul naturel et logique la société, loin d'amoindrir et de limiter crée au contraire la liberté des individus humains. Elle est la racine, l'arbre de la liberté est son fruit. Par conséquent, à chaque époque, l'homme doit chercher sa liberté non au début, mais à la fin de l'histoire, et l'on peut dire que l'émancipation réelle et complète de chaque individu humain, est le vrai, le grand but, la fin suprême de l'histoire.

(*Dieu et l'Etat*)

---

(1) En prenant cette phrase fragmentairement, on a fait de Bakounine un destructeur systématique. De fait, cette conception était purement hégélienne, et relevait de la dialectique hégélienne (le fruit implique la mort de la fleur).

Toujours actuelle :

LA CHARTE D'AMIENS

N. JULIOT

... Plus de cinquante-huit ans se sont écoulés, depuis qu'au Congrès d'Amiens, en 1906, les syndicalistes de ce qu'on peut appeler non pas « La belle époque », mais « l'époque héroïque » de la C.G.T., ont fait connaître les principes sur lesquels était fondée cette organisation syndicale, les buts qu'elle se proposait d'atteindre et défini les moyens à employer pour y parvenir.

Le temps a passé. Deux guerres ont bouleversé des systèmes politiques, déplacé des frontières, brassé les populations, fait des dizaines de millions de morts, préparé d'autres bouleversements et peut-être d'autres grandes hécatombes : les problèmes sociaux posés par la C.G.T. en 1906 demeurent. Le salariat n'a pas été aboli. Le patronat est aussi solide sur ses bases dans le monde entier, qu'il l'était naguère, mais sur ce plan-là quelque chose a changé. Le patronat privé qui étendait son empire sur à peu près toutes les activités humaines, a dû peu à peu céder une partie de ses richesses, de ses profits, de son pouvoir, à un néo-capitalisme, à un néo-patronat : le capitalisme d'Etat, l'Etat-patron. Et celui-ci tend à l'hégémonie partout. Déjà l'Etat-patron, maître absolu de la production et de la distribution, s'est solidement installé en U.R.S.S., dans les pays satellites de l'U.R.-S.S., en Chine continentale, en Corée du Nord, etc., et « des pays en voie de développement » inclinent vers ce régime.

Dans les pays où le capitalisme traditionnel reste puissant, l'Etat étend progressivement son domaine et du même coup son pouvoir, en procédant par exemple à des « nationalisations », dans les industries-clés de préférence, comme en France. Au bout d'un certain temps il devient non seulement — et de très loin — le plus important des employeurs, en raison de la nature des activités dont il assume la charge, du nombre des salariés qu'il emploie, mais du fait surtout qu'il détient de véritables monopoles, qu'il est sans concurrence sur les différents terrains où s'exercent ses pouvoirs, qu'il est le seul « patron » à pouvoir fixer sans discussion le prix de ses productions et de ses services.

Devant les « salariés » qu'il emploie, il exerce des pouvoirs exceptionnels, puisque — et ce n'est pas le cas des « patrons ordinaires », même très puissants — il dispose non seulement des polices en civil et en uniforme, de l'armée et de ses spécialistes, des moyens d'information et donc de déformation..., et même — il ne faut pas le négliger — du « pouvoir de faire peur » : en procédant à la réquisition, voire à la mobilisation des « rebelles ».

(Ce dernier pouvoir a déjà « échoué » au moins deux fois : avec les cheminots d'abord, avec les mineurs ensuite... Il aura perdu toute sa force quand, pas même la majorité, mais seulement un grand nombre de travailleurs, auront compris que le « refus d'obéissance » est invincible).

Quoi qu'il en soit, devant un patronat privé toujours très puissant — certainement plus puissant qu'il l'était autrefois, parce que mieux organisé pour l'attaque et pour la défense — et un Etat-patron apparemment omnipotent, les travailleurs salariés sont-ils donc aujourd'hui désarmés ? Certainement pas. Mais pour connaître et comprendre les causes de leur faiblesse, ou de l'inefficacité relative de leurs actions revendicatives ou constructives, qu'ils prennent donc la peine de lire — ou de relire — un texte ancien mais toujours d'actualité, qui fut et reste la Charte du syndicalisme. Du véritable syndicalisme.

C'est-à-dire d'un syndicalisme indépendant de toute inféodation politique ou confessionnelle ou même philosophique. Dégagé de toute préoccupation gouvernementale. Libre de ses décisions, de ses actions, en tous lieux et en toutes circonstances.

Un syndicalisme « d'action directe », qui soit plus disposé à consacrer tous ses efforts à réaliser les aspirations des travailleurs, qu'à aider au triomphe d'ambitions politiciennes, même apparemment guidées par les meilleures intentions.

Un syndicalisme aussi qui ne confonde pas l'agitation stérile et l'action positive. Capable de prévision à long terme, d'imagination, d'initiatives susceptibles de surprendre, de désarçonner l'adversaire en lui portant des coups imparables ; voire même, et sans se placer dans l'illégalité, d'agir sans cesse, avec persévérance, en vue de desserrer toujours plus le corset des lois, et en créant des situations pratiquement irréversibles ; en prenant des responsabilités effectives et de plus en plus étendues, dans les domaines les plus divers, de manière à se rapprocher progressivement des buts proclamés du syndicalisme des salariés — abolition du salariat, suppression du patronat privé ou d'Etat —, c'est-à-dire en se rendant capable de remplacer... ce que l'on veut supprimer.

En un texte d'une clarté ne prêtant à aucune équivoque malgré sa brièveté, la Charte d'Amiens indique la route à suivre, nous dit ce qu'il convient de faire et les erreurs qu'il faut éviter, pour que le syndicalisme des salariés joue son rôle et accomplisse la mission de transformation sociale qui doit être la sienne.

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »... ne doit pas rester une formule creuse. Pour savoir comment s'y prendre pour l'inscrire dans les faits, relisons ensemble le texte de la résolution présenté par Griffuelhes au Congrès d'Amiens en 1906, voté à une énorme majorité. Il s'agit de la Charte d'Amiens:

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 des statuts constitutifs de la C.G.C. disant :

« La C.G.C. groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ;

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

« Le Congrès précise, par les points suivants cette affirmation théorique :

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs, par la réali-

Marx à la Radio Nationale

Le samedi 6 mars, sur la chaîne France-Culture a eu lieu un long dialogue organisé par la section France-Culture, sur Marx et le marxisme par rapport à l'humanisme, à la pensée économique actuelle, et à la Première Internationale. On ne peut que protester contre la partialité, la mauvaise foi, le jésuitisme des directeurs de l'échange de vues qui s'est alors tenu. La présence de Jean Fourastié et de Jean Maitron a quelque peu mitigé l'apologie habile ou délirante, selon les cas, des parleurs marxistes qui se sont succédé, se relayant habilement, les uns les autres, et empêchant tout examen contradictoire et objectif vraiment approfondi. Ce fut surtout un hymne à la louange du grand homme érigé en Dieu, en créateur du socialisme, en découvreur de la plus-value, en directeur de conscience éternel du prolétariat mondial, etc.

Bien que nommés en passant, pour couvrir les apparences, les conflits entre Marx et Proudhon et Bakounine ont servi de prétexte pour fausser la vérité tant sur la personne des deux adversaires que sur les raisons véritables des oppositions théoriques et pratiques. Nous avons surtout été particulièrement surpris par le jésuitisme de Maximilien Rubbel qui a parlé du « racisme » bakouninien alors que Bakounine n'a fait que montrer, en donnant les noms, comment Marx, profitant de la méthode de cooptation qui se pratiquait au sein du Conseil de la Première Internationale, s'était servi d'une majorité composée d'Allemands et d'Israélites dont il exploitait le nationalisme et le racisme, pour obtenir la majorité dans les votes du Conseil général. Un fait est un fait, et toutes les autres considérations n'y peuvent rien.

Rien d'étudié loyalement, pour éviter précisément d'aller au fond des choses. Une mise en scène du plus pur style marxiste trompant les gens non informés, c'est-à-dire l'immense majorité des auditeurs. Jean Maitron s'était plaint récemment qu'on eût tronqué son texte sur la Commune. Nous voudrions savoir quelles sont toutes les coupures qui ont été faites dans ce nouveau cas.

sation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc... Mais cette besogne n'est qu'un des côtés de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale des travailleurs avec, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière, et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques et philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans les syndicats les opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effets, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérales n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale ».

Nous avons lu. Nous savons maintenant pourquoi l'action syndicale n'obtient dans les conjonctures les plus favorables, que des succès partiels souvent remis en cause.

Il n'y a pas d'unité ouvrière. Beaucoup de syndiqués — quoique peu en regard du nombre des salariés — mais trop d'organisations syndicales, perdant plus de temps et consacrant plus d'efforts à se combattre qu'à lutter contre l'ennemi commun. Et qui pis est, résignées à n'être que des « écoles primaires » où se formeront les futurs cadres des partis politiques, des prolongements, des annexes des divers partis, des alibis, des escaliers qui permettront à des bavards et à des ambitieux de s'approcher du pouvoir, de s'en emparer, ou même de le garder, et à tout le moins de semer la confusion dans les esprits, de rendre inefficace en la dévoyant l'action des travailleurs.

Des grèves pour des augmentations de salaire c'est sans doute nécessaire. Les obtenir c'est bien. Mais ne rien faire, et même ne rien tenter pour en conserver le bénéfice, c'est se condamner à recommencer sans cesse le même et vain combat jusqu'à l'écœurement.

Et pourtant la Charte d'Amiens dit... « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ».

Las ! que voit-on ? Une fuite générale devant les initiatives et les responsabilités.

Il n'y a pas de panacée c'est certain. Mais au travers et grâce à la coopération — de production et de consommation —, on aurait pu et on pourrait faire mieux que ce qui se fait ; au travers et grâce aux délégations ouvrières du personnel et des comités d'entreprises, on aurait pu et l'on pourrait — à condition de le vouloir — faire progressivement l'apprentissage du contrôle ouvrier d'abord, ensuite de la gestion des entreprises de toute nature. Si l'on se refuse à faire cet effort vers la connaissance et la résolution des problèmes que pose la gestion de l'économie, et pour commencer simplement d'une entreprise, les postulats syndicaux resteront à l'état de vœux pieux, et demain sera ce qu'est aujourd'hui.

Le progrès des sciences et des techniques doit permettre la réduction de travail. Ce qui fut possible en 1936 doit l'être en 1964. Mais il faut être capable d'en faire la démonstration autrement que par des affirmations incontrôlables. Dans ce domaine comme dans les autres, les syndicalistes et les syndicats ne doivent compter que sur eux-mêmes pour établir l'argumentation irréfutable qui entraînera l'adhésion sans réserve des travailleurs intéressés, et préludera à l'action irrésistible qui fera triompher les revendications essentielles.

Il faut absolument démystifier la classe ouvrière, la débarrasser de son inclination à attendre des miracles. Il faut la persuader, et c'est le rôle des militants dignes de ce nom, que les seuls miracles qu'elle est en droit d'attendre, ce sont ceux qu'elle réalisera elle-même.

Un des problèmes cruciaux de notre temps — et qui le fut de tous les temps — est celui de la paix.

Les syndicalos-politiciens s'efforcent de persuader les travailleurs que ce problème est « politique », et que de ce fait il échappe à leur compétence.

C'est là un mensonge criminel. Les travailleurs qui sont les premières et les plus douloureuses victimes des conflits armés, quelle que soit leur importance sont les premiers intéressés au maintien de la paix. Revendiquer plus de bien-être et de liberté c'est bien. Pour jouir de ces bienfaits il faut assurer la paix, et c'est le maintien et la certitude de la paix qui conditionnent le bien-être et la liberté.

Tels sont les enseignements que l'on peut tirer de la lecture de la Charte d'Amiens, que les syndicalistes feront bien de méditer et de traduire en actes conséquents, s'ils ne veulent pas condamner leurs actions à une stérilité de plus en plus évidente, avant de se voir réduits à la domesticité sinon à l'esclavage.

Un certain nombre de mandats nous sont arrivés, dont les expéditeurs ne précisent pas s'il s'agit d'abonnements simples, d'abonnements de soutien, ou de participation à la souscription, et dans quelle mesure on peut l'interpréter.

Nous prions nos amis de ne pas oublier de donner ces détails pour qu'il n'y ait pas confusion et désaccord par la suite.

⁂

Nous prions également ceux qui possèdent des adresses de personnes susceptibles de s'intéresser à notre revue de nous les envoyer. Il faut nous aider à trouver des abonnés. Car le but que nous poursuivons n'est pas seulement, nous l'avons dit maintes fois, de faire une publication de plus, mais de contribuer à saturer d'esprit libertaire et socialiste, au large sens du mot, des couches sociales que la propagande traditionnelle ne peut toucher.

Nous luttons pour une civilisation nouvelle, **et non seulement pour l'égalité économique qui est indissociable de nombreux autres problèmes éthiques et humains. De là les études et les recherches dont le style et la matière doivent correspondre à l'esprit de notre époque.**

VIENT DE PARAITRE :

Jacques BOUYE
L'HOMME DANS L'INDUSTRIE.

Laureano RIERA
UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE PAR 5 000 OUVRIERS.

Gaston LEVAL
BALLOBAR

Une collectivité agraire en Espagne.

Un livre de 120 pages
Prix : 3 francs, envoi compris

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F**)

Eléments d'éthique moderne, par Gaston Leval 105 pages, **2,50 F**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F**)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas **(5,50 F)**

La honte des siècles, par Abecassis (206 pages, **4 F**)

Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)
Le Chemin du socialisme (40 pages, **0,60 F**)

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **8 F.** - Etranger : **10 F.** - L'exemplaire : **0,70 F.**
Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**
DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14e)

Le directeur-gérant, **Gaston LEVAL**

idi, Argenton, Indre - Dépôt légal : 1er trimestre 1965.